Comment mobiliser l'immobile ?

L'action de la CGT chez les pêcheurs sardiniers bretons (1894-1914)

How to mobilize the immobile? The action of the CGT with the Breton sardine (1894-1914)

Jean-Christophe Fichou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2014>

DOI : 10.4000/abpo.2014

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mai 2011

Pagination : 161-174

ISBN : 978-2-7535-1691-5

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean-Christophe Fichou, « Comment mobiliser l'immobile ? », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 118-2 | 2011, mis en ligne le 30 juin 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2014> ; DOI : 10.4000/abpo.2014

Comment mobiliser l'immobile ?

L'action de la CGT chez les pêcheurs sardiniers bretons (1894-1914)

Jean-Christophe FICHOU

Chercheur associé

Chercheur-membre de Techniques et Culture, CNRS-MNHN

Professeur de géographie au lycée de Kerichen, Brest

L'État par deux fois, au début des années 1880, puis en 1896-1897, encourage fortement toutes les tentatives de regroupement associatif des marins pêcheurs et plus particulièrement des sardiniers qui représentent environ 20 000 inscrits maritimes à la fin du XIX^e siècle, soit 1/5^e de l'ensemble français. Ces expériences d'origine institutionnelle pour former des syndicats de marins pêcheurs, se soldent par deux échecs cuisants, mais le ministère de la Marine ne désarme pas et revient à la charge quelques années plus tard, en 1903, alors que commence une très grave crise d'approvisionnement car la sardine disparaît de nos eaux. Pour le ministère, il est clair que le meilleur moyen pour les marins de s'en sortir est de s'unir. De son côté, la CGT qui depuis quelque temps cherche à s'implanter durablement dans le milieu maritime, considère qu'il s'agit d'une excellente occasion pour promouvoir son action auprès d'une population pour le moins rétive à écouter les orateurs précédemment envoyés sur le littoral breton et vendéen.

À la fin de novembre 1904, des représentants de la Bourse du Travail de Brest et de la CGT sillonnent la partie sud de la Bretagne pour tenter de regrouper les ouvriers des conserveries ainsi que les marins pêcheurs. Mais toutes les tentatives, qu'elles proviennent de l'État ou de la CGT, se soldent par autant d'échecs. Comment expliquer ce peu de réussite alors que les pêcheurs n'ont jamais craint de manifester bruyamment, voire violemment, leur opposition aux conserveurs, véritables organisateurs du marché de la sardine ?

Les pêcheurs et les luttes sociales de la fin du XIX^e siècle : une organisation encore calquée sur des structures traditionnelles

La première chambre syndicale de marins est créée à Marseille en 1882¹. Après la loi du 1884 légalisant les syndicats, les créations sont un peu plus nombreuses, mais elles concernent essentiellement les marins de commerce et ne touchent que très superficiellement les marins bretons. Ils restent peu organisés parce que les intérêts de chacun, d'un équipage à l'autre, d'un port à l'autre, sont différents, si bien que les pêcheurs sardiniers entrent en syndicalisme parmi les derniers en France et pas avant 1896-1897. Leur motif de mécontentement est simple et pratiquement unique : en période de surproduction les prix s'écroulent et, refusant des rémunérations de misère offertes par les usiniers, les pêcheurs bretons se révoltent. Leur principale revendication reste la fixation d'un prix minimum d'achat. Et pour parvenir à répliquer d'une seule voix aux conserveurs, pour décider et imposer une décision collective unanime, il faut que les marins se réunissent et s'organisent. Ils comprennent que le seul moyen d'y parvenir est de relancer les groupements syndicaux nés en 1882, mais disparus depuis longtemps.

« [...] La formation du syndicat a été décidée en vue de remédier à la mévente de la sardine occasionnée par une pêche trop abondante et trop précoce; et aussi pour arriver à s'entendre avec les marins des ports voisins déjà syndiqués². »

Le Syndicat des Inscrits maritimes, est créé à Nantes le 15 janvier 1895 sous la houlette du Comité Socialiste Révolutionnaire local lequel, « d'accord avec le sieur Brunellière, armateur [...], a fait une active propagande en vue d'arriver à grouper les pêcheurs et les inscrits maritimes de la Loire inférieure³ ». Ce syndicat participe à la Fédération Nationale des Syndicats Maritimes (FNSM) constituée en 1898, et le succès semble au rendez-vous puisque les 60 membres inscrits en 1895, sont 350 en 1901, 975 en 1902 et 2770 en 1907⁴, date à laquelle elle adhère à la Confédération Générale du Travail⁵. Mais la part des marins pêcheurs dans cet ensemble, et tout au long de la période considérée, reste largement minoritaire. En 1896, est reconstitué un nouveau syndicat réservé aux pêcheurs, l'Union des marins-pêcheurs bretons; ce n'est sans doute pas par hasard que cette

1. VAUCLARE, Claude, « Naissance d'une industrie », dans : MOLLAT Michel, dir., *Histoire des pêches maritimes en France*, Toulouse, Privat, 1987, p. 272.

2. Arch. dép. du Finistère, 10 M 21. Constitution du Syndicat des marins pêcheurs de l'Ile-Tudy, Loctudy, Sainte-Marine créé le 20 juin 1897.

3. Charles Brunellière (1847-1917) issu d'une riche famille nantaise est un militant socialiste breton très actif. Il est à l'origine des premiers syndicats agricoles collectivistes en Loire-inférieure créés en 1891 dans le pays du muscadet. L'expérience se solde par un succès qu'il souhaite renouveler dans le monde maritime.

4. Arch. dép. de Loire Atlantique, 10 M 21, Fiche signalétique.

5. Arch. dép. de Loire Atlantique, 1 M 3670. Cité dans VIAUD Ronan, *Le Syndicalisme maritime français. Les organisations, les hommes, les luttes (1890-1950)*, Rennes, PUR, 2005, 276 p.

renaissance s'effectue d'abord à Douarnenez où les pêcheurs sont nombreux, mais surtout où les usiniers sont très bien organisés, très soudés, et peu enclins à satisfaire les desiderata des soudeurs et accessoirement ceux des pêcheurs. Pour espérer présenter un front uni face aux positions patronales est donc créé le 6 juillet 1896, le premier syndicat breton de marins pêcheurs présidé par François Pencialet, futur maire républicain de la ville de Douarnenez :

« [...] au mois de juillet 1896 les ouvriers-boîtiers qui faisaient partie d'un syndicat s'étaient mis en grève. Le travail fut arrêté dans l'industrie sardinière et les marins pêcheurs furent obligés d'arrêter de se livrer à la pêche : aussi l'idée leur vint de former un syndicat afin de s'unir pour défendre leurs intérêts professionnels et ils formèrent un syndicat qui prit le nom de Syndicat professionnel des patrons, marins pêcheurs du quartier de Douarnenez. Bien que la dénomination du Syndicat laisse à supposer que c'était un syndicat de patrons, il englobait aussi des matelots qui en faisaient partie effectivement⁶. »

Ce type d'association est d'ailleurs recommandé par l'ensemble des observateurs et des acteurs du monde sardinier qu'ils soient administrateurs ou élus, républicains ou cléricaux pour qui l'« association professionnelle est une force avec laquelle tout gouvernement doit compter⁷ ». La première association créée à Douarnenez répond directement à cette idée et plus particulièrement à l'action entreprise par l'abbé Auffret. Ce dernier a fondé dans sa ville, en janvier 1895, une Confrérie Notre-Dame de la Joie, subventionnée par les usiniers de la ville et l'évêché de Quimper ; elle rembourse les frais des dégâts occasionnés aux agrès, fournit une aide aux malades, offre des secours aux plus démunis⁸. Pour tenir en main la population maritime au point de vue politique, « nous voyons ce fonctionnaire aidé de ses vicaires combattre sans cesse avec le parti réactionnaire, le Syndicat des pêcheurs qui a à sa tête des républicains et détourner du syndicat les marins pêcheurs en les faisant rentrer dans une confrérie d'Église⁹... » Le franc succès du curé Auffret indispose les autorités qui souhaitent contre-carrer cette menace cléricale appuyée :

« [...] l'abbé Auffret, je le surveille depuis longtemps déjà mais il a su faire sa propagande active et dangereuse sans se découvrir... Ce qu'il y a à faire à Douarnenez, comme ailleurs, c'est de favoriser le groupement des marins républicains et faire appel à leur sentiment d'équité pour les amener à faire partie d'associations d'assistance mutuelle plutôt que de groupements où on leur fait l'aumône en échange de leur soumission¹⁰. »

6. Arch. dép. du Finistère, 10 M 21, Historique du syndicat de Douarnenez.

7. *L'Étoile de la mer*, le 9 octobre 1897.

8. LE DOARÉ, Alain, *Une Chrétienté maritime au XIX^e siècle : Douarnenez, 1800-1914*, Brest, Mémoire de maîtrise d'histoire, 1990, p. 106.

9. Arch. dép. du Finistère, 1 V 97, Douarnenez, le 29 novembre 1900, le commissaire au préfet.

10. Arch. dép. du Finistère, 1 V 97, Quimper, le 11 décembre 1900, le préfet au ministre de l'Intérieur.

De plus, le syndicat professionnel est créé quelque temps après la grève des soudeurs de juin 1896, et les usiniers essayent de profiter de ce moment de troubles pour s'introduire dans ce Syndicat des pêcheurs afin d'en faire un instrument politique à leur solde. La première assemblée générale se déroule déjà dans une atmosphère tendue et houleuse car tous les marins ne sont pas convaincus qu'une entente entre pêcheurs et conserveurs est souhaitable¹¹; dès octobre, les divisions profondes qui existaient entre les fabricants, les patrons et les marins entraînent la création d'un second groupement dénommé Syndicat des marins pêcheurs de Douarnenez formé sous « les auspices des cléricaux » et soutenu par les conserveurs¹². La division des forces s'avère des plus néfastes puisqu'en 1898 aucun des deux syndicats ne parvient plus à réunir ses troupes et ils disparaissent tous les deux. Cette attitude se retrouve d'ailleurs dans tous les autres ports du Finistère. Ainsi, à Concarneau est créé le 10 juin 1897 un premier syndicat de pêcheurs. Cette association est bizarre à plus d'un titre; d'abord elle est constituée des seuls patrons pêcheurs et non de l'ensemble de la profession. De plus, elle est créée et organisée par Henri Le Marié, usinier et conseiller municipal, connu pour ses positions très conservatrices. Ce syndicat est composé à sa naissance de onze membres seulement¹³, « mais au bout de six mois les membres ne payaient plus leur cotisation puis l'on entendit plus parler des syndicats¹⁴ ».

L'histoire se répète à Audierne où le Syndicat des marins pêcheurs du quartier est fondé le 18 mars 1897 et compte 278 membres à sa création mais très vite les abandons se multiplient; de même à Saint-Guérolé Penmarc'h où le syndicat des pêcheurs, Notre-Dame-de-la-Joie, est créé le 3 janvier 1897, mais dès l'année suivante « ce syndicat fonctionne de façon très irrégulière faute d'entente entre les membres qui sont loin de comprendre les bienfaits d'une association vivant d'un esprit large et ouvert¹⁵ ».

Il faut dire cependant que les mareyeurs et conserveurs locaux ont tout fait pour voir disparaître ces organisations. Paul Le Corre, le plus virulent d'entre eux, n'hésite pas à recommander à tous ses collègues de ne pas acheter aux pêcheurs syndiqués¹⁶. Les syndicats des patrons pêcheurs de l'Île-Tudy, Loctudy, Sainte-Marine et des marins pêcheurs de Lesconil, celui des marins pêcheurs d'Audierne, connaissent tous une existence aussi éphémère. Ils parviennent cependant à imposer leur point vue à Douarnenez en juin 1897, au grand dam des conserveurs et de toutes les

11. Arch. dép. du Finistère, 1 M 229, Douarnenez, le 18 novembre 1896, le commissaire au préfet.

12. Arch. dép. du Finistère, 1 M 142, Douarnenez, le 27 novembre 1896, le commissaire au préfet.

13. Arch. dép. du Finistère, 4 M 202, Quimper, le 20 février 1910, le commissaire spécial.

14. Arch. dép. du Finistère, 4 M 202, fiche signalétique, syndicat de Concarneau.

15. Arch. dép. du Finistère, 4 M 202, fiche signalétique, syndicat de Saint-Guérolé-Penmarc'h.

16. Arch. dép. du Finistère, 1 M 29.

personnalités libérales de l'hexagone, surpris autant qu'excédés par une telle révolte :

« Les voici qui se mettent en grève dans la baie de Douarnenez et dans la baie d'Audierne et du premier coup ils émettent toutes les prétentions qui caractérisent la tyrannie syndicale [...] Au Guilvinec, les pêcheurs entendent fixer un minimum de prix de 5 francs par mille aux usiniers. À Concarneau, les pêcheurs assiègent la mairie ; à Saint-Guérolé-Penmarc'h ils rouent de coups les ouvriers des usines de sardines. Ils agissent avec une magnifique inconscience [...] Habitué au socialisme d'État depuis deux siècles, il n'est pas étonnant qu'ils fassent du socialisme pour leur compte. Le paternalisme de Colbert a depuis longtemps porté ses fruits. Il a habitué les marins à l'insouciance et à l'imprévoyance. Il les a désintéressés de leur sort¹⁷. »

Pourtant, tous les pêcheurs sardiniers suivent le mouvement et s'organisent, et pas uniquement en Bretagne. Les Syndicats des marins pêcheurs de la Chaume, des Sables, de Saint-Gilles et de Croix-de-Vie sont aussi fondés en 1896¹⁸. Une grève importante paralyse le port de Saint-Gilles au cours de l'été 1896¹⁹. L'année suivante est encore plus animée et c'est ainsi que le 6 juin 1897 la première grève de l'année est déclenchée, non pas dans le Finistère, mais dans le Morbihan, département pourtant réputé moins actif. Les équipages de Saint-Cado et d'Étel refusent de prendre la mer : ils veulent une augmentation du prix de la sardine achetée par les conserveurs et l'instauration d'un prix minimum de cinq francs le mille pour toute la campagne. Le lendemain, le mouvement de protestation atteint les ports voisins de Port-Louis, Lorient, Plouhinec, Gâvres et Riantec²⁰. Les autorités sont surprises et désorientées : c'est « la première fois qu'une grève de ce genre se produit ici, il est difficile de prévoir les événements [...] Les pêcheurs qui ont pris la mer ont été hués par les grévistes²¹ ».

Le 9 juin, la grève est totale dans le Morbihan et elle atteint Concarneau le même jour où 600 patrons, 3 300 hommes et 660 mousses refusent de prendre la mer. Le 10 juin tous les ports sardiniers de Concarneau à Belle-Ile sont bloqués²² : 1 500 bateaux et 9 000 hommes sont en grève. Les pêcheurs finistériens refusent de sortir pour que les prix deviennent plus rémunérateurs et s'organisent pour limiter les apports afin d'éviter tout avilissement des cours. Le lendemain, le mouvement s'étend²³ ; le 14 juin la grève est déclarée au Guilvinec, à Camaret, à Saint-Guérolé et Kerity. Encore une fois, les causes de l'effervescence qui secoue ces quatre localités sont attribuées aux prix proposés, beaucoup trop bas selon les marins,

17. GUYOT, Yves, *Le Siècle* du 17 juin 1897.

18. REGOURD, Florence, *La Vendée ouvrière*, Grèves et ouvriers vendéens 1840-1940, Les Sables-d'Olonne, Le Cercle d'or, 1981, p. 25.

19. *Ibidem*, p. 32.

20. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 U Parquet, grèves 1892-1897. Lorient le 16 juin 1897, le capitaine Dupré.

21. Arch. dép. du Morbihan, 1 Z 176, Port-Louis, le 7 juin 1897, le commissaire au sous-préfet.

22. Arch. dép. du Morbihan, 10 M 38 Lorient, le 19 juin 1897, le capitaine de gendarmerie.

23. Arch. dép. du Finistère, 10 M 29, Concarneau le 10 juin 1897, le maréchal des logis.

« et aussi, il faut bien le dire, à la surexcitation résultant des copieuses libations d'eau-de-vie qui avaient eu lieu dans l'après-midi de la bénédiction de la mer [...] J'ai lieu d'espérer que, à la suite de ces incidents, [...] le bon accord continuera à régner entre les marins pêcheurs et les commerçants qui achètent leurs poissons²⁴ ».

Mais la situation se dégrade encore : la grève est générale dans le Morbihan. Les marins demandent la fixation d'un cours minimum de 5 francs le mille. Les usiniers tergiversent et promettent un prix honnête, mais ne signent aucun accord ferme. Le lendemain, les marins pêcheurs morbihannais reprennent doucement le travail aux mêmes conditions qu'avant la grève et semblent se satisfaire d'une simple entente verbale et des vagues promesses patronales²⁵. Le 16 juin, tous les bateaux ont repris la mer sauf à Sauzon où les marins attendent le 20 avant de repartir en pêche²⁶. En Vendée, les pêcheurs décident de ne plus sortir à compter du 20 juin tant qu'un accord n'est pas trouvé concernant le prix minimum²⁷. Dans le Finistère le conflit aussi s'enlise. À Camaret, pêcheurs et usiniers se rencontrent le 20 juin et décident d'un arrangement²⁸. Conclu sous la menace d'une grève, il est dénoncé la semaine suivante. Pour reprendre les affaires en main, le 5 juillet, des représentants des syndicats de Camaret, de Morgat, de Douarnenez, d'Audierne, de Poulgoazec et du Guilvinec décident d'unir leurs efforts et fondent à Quimper le Syndicat des marins pêcheurs de la côte bretonne ; François Pencalet est élu président. Les marins pêcheurs réclament un prix minimum de sept francs le mille pour toute la campagne. Les usiniers acceptent de discuter mais pour eux la détermination du prix plancher doit être faite dans chaque port et selon les quantités débarquées²⁹. Diviser pour mieux régner, la méthode a fait ses preuves et, encore une fois, elle semble adaptée puisque les marins ne parviennent pas à présenter un front uni dans tous les ports sardiniers³⁰. « Ce résultat négatif est la conséquence de la rivalité qui règne entre les pêcheurs et l'absence de tout sentiment de solidarité qui ne leur permet pas de se constituer en syndicats³¹. »

Tant et si bien que le mouvement de contestation s'essouffle rapidement pour la plus grande joie des fabricants qui en fait ne cèdent sur aucun point. « En somme les choses sont dans le même état qu'avant la

24. Service Historique de la Défense Marine, Brest, 3 P 2-8, Quimper, le 17 juin le commissaire de l'inscription maritime.

25. Arch. dép. du Morbihan, M 3071, Port-Louis, le 14 juin 1897, le commissaire au sous-préfet.

26. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, 1 U Parquet, grèves 1892-1897. Lorient le 21 juin 1897, le procureur.

27. Arch. dép. de la Vendée, 10 M 58.

28. Arch. dép. du Finistère, 10 M 29, Quimper le 21 juin 1897, le préfet.

29. Arch. dép. du Finistère, 10 M 29, Quimper le 21 juin 1897, le préfet.

30. Arch. dép. du Finistère, 10 M 29, Quimper, le 1^{er} juillet 1897, le préfet.

31. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, 1 U Parquet, grèves 1892-1897. Rennes, 1896, le procureur général.

grève³². » L'année suivante les revendications des pêcheurs ne connaissent guère plus de succès et bien entendu les fabricants se refusent à consentir un prix minimum déclarant « qu'ils paieraient le poisson suivant l'abondance de la pêche et les prix payés dans les ports de pêche environnants³³ ». Les conserveurs enhardis déposent de nombreuses plaintes contre les pêcheurs pour entrave à la liberté de travailler et les tribunaux jugent sans état d'âme³⁴.

Les échecs répétés et l'action répressive de la justice n'encouragent pas les adhésions massives aux syndicats, bien au contraire, et petit à petit le nombre des membres ne cesse de décroître, rendant toute action d'ensemble impensable. Jacques Gloaguen, président du syndicat des pêcheurs de Douarnenez, le confesse au préfet en 1901 : « Notre désir aurait été d'imiter les camarètois [dans leur grève] ; mais vu le petit nombre de syndiqués, nous sommes obligés de subir les caprices de MM. les négociants³⁵. »

Après quatre années d'activité, le mouvement syndical des marins pêcheurs bretons est moribond et, pour une bonne part, la faute en incombe aux pêcheurs eux-mêmes. D'ailleurs, ils sont les premiers à reconnaître leurs échecs et, tels les marins du *Narcisse*, ils apprennent à réfléchir³⁶. Les grèves des pêcheurs, réactions instinctives et épidermiques aux règles imposées par les fabricants, ne sont pas suffisamment organisées ni préparées sur l'ensemble du littoral pour prétendre aboutir à la satisfaction de leurs revendications.

La renaissance du syndicalisme des pêches : l'influence et l'échec de l'incursion idéologique de la CGT

La seconde tentative de 1896-1897 pour former des syndicats de marins pêcheurs s'étant soldée par un échec, le ministère de la Marine revient à la charge quelques années plus tard. Selon ses vœux, si l'on parvient à regrouper les pêcheurs d'une localité au sein d'une organisation professionnelle, un premier pas sera franchi pour l'amélioration généralisée de leurs conditions de vie. La création en septembre 1895, de la CGT et surtout la menace de son implantation en Bretagne maritime n'est sans doute pas non plus étrangère à la réaction du ministère. Il faut écarter les associations cléricales, mais aussi toutes confédérations révolutionnaires, du milieu des inscrits maritimes.

Sur les bases des discussions attendues en assemblées générales municipales, on espère bâtir les sociétés d'assurance, les mutuelles des gens de mer et enfin le Crédit maritime. Il faut aider les inscrits car la Marine

32. Arch. dép. du Finistère, 10 M 29, Quimper, le 11 juillet 1897, le préfet.

33. Arch. dép. du Finistère, 10 M 29, Quimper, le 18 juillet 1898, le commissaire spécial.

34. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, 1 U Parquet, grèves 1892-1897. Quimper, le 11 août 1897, le procureur.

35. Arch. dép. du Finistère, 10 M 29, Douarnenez, le 11 septembre 1901.

36. CONRAD, Joseph, *Le Nègre de Narcisse*, Paris, Le Livre de poche, 1965 (1897), p. 153.

a besoin de bras : elle vient de lancer en 1900 le programme ambitieux de construction des sept croiseurs « républicains³⁷ » et il lui manque 1500 inscrits maritimes pour les armer. Pour le gouvernement, il faut agir au mieux pour satisfaire les pêcheurs et ne rien entreprendre qui puisse peiner les futurs Équipages de la Flotte. Dès le début de la Crise sardinière, en 1903, le ministère revient à la charge et tente d'expliquer aux marins que le meilleur moyen pour eux de s'en sortir est de s'unir. Tous les fonctionnaires concernés, de l'Inscription maritime, de la police des ports, de la préfecture, agissent en ce sens sur le terrain et poussent à la création d'ententes de marins sous toutes les formes possibles et imaginables. « Le marin pêcheur si insouciant, si imprévoyant a enfin compris par la campagne ardente que quelques-uns d'entre nous ont mené en faveur de l'idée syndicale tout l'avantage qu'il pouvait attendre de l'association³⁸. » Les buts recherchés sont clairs :

« 1 – Faire connaître aux pêcheurs le sentiment de solidarité.

2 – Défendre les intérêts des pêcheurs sardiniers.

3 – Supprimer les intermédiaires en procurant aux syndiqués et aux prix coûtants la roque, farine, filets, cordages, en un mot tout ce qui est nécessaire à l'exploitation de leur industrie³⁹. »

Pourtant, malgré tous les efforts ministériels, l'échec des associations de pêcheurs est patent : on constate par exemple que le syndicat des pêcheurs de Douarnenez comptait 465 membres en 1898 mais qu'ils ne sont plus que 32 en 1903. Dès le 13 juin de cette année, le premier syndicat est reconstitué à Concarneau mais pour à peine deux mois car la dernière réunion a lieu le 27 juillet 1903 : « Il existe toujours mais il ne fonctionne plus⁴⁰. » Le Syndicat professionnel des marins pêcheurs de Saint-Guérolé renaît le 18 décembre 1904 mais deux ans plus tard il ne réunit plus aucun adhérent. Celui de Lesconil recréé le 24 avril 1904 n'a pas d'existence plus longue⁴¹ !

Toutefois, si sur le plan local, l'organisation syndicale se solde par autant d'échecs aux niveaux régional et national, des groupements plus combatifs voient le jour. La fédération syndicale des marins pêcheurs du Sud Finistère se réunit en congrès les 3 et 4 décembre 1904. La Fédération des marins pêcheurs du Finistère, composée de « marins pêcheurs honnêtement exploités par les marchands de roque et de farines d'arachide qui servent à la pêche... » se retrouve le 6 janvier 1905 à Douarnenez et

37. Jules-Ferry, Léon-Gambetta, Victor-Hugo, Jules-Michelet, Ernest-Renan, Edgar-Quinet et Waldeck-Rousseau.

38. BOTT, Antoine, *Au Pays de la faim*, Paris, La Crise sardinière, 1905, p. 6.

39. Arch. dép. du Finistère, 10 M 21, constitution du Syndicat des pêcheurs de Morgat, 1903.

40. Arch. dép. du Finistère, 10 M 21, Commissariat de Concarneau au préfet du Finistère, le 2 janvier 1911.

41. Arch. dép. du Finistère, 4 S 355, Quimper, le 18 septembre 1904, le commissaire spécial au préfet.

reprend les mêmes thèmes que la précédente⁴². À la même période, le syndicat des marins et pêcheurs de Nantes compte plus de 1 500 membres. Sur l'initiative de son secrétaire général, Cardin, une Fédération des syndicats des marins et pêcheurs de l'Ouest est mise en place. C'est le moment que choisissent pour intervenir les premiers propagandistes de la CGT.

À la fin de novembre 1904, Le Gall, de la Bourse du Travail de Brest est à Pont-l'Abbé : il pousse les ouvriers de la région à se regrouper pour former un syndicat. La CGT envoie Abel Craissac, de la fédération nationale des peintres⁴³, dans le Finistère Sud. Il est chargé de regrouper les ouvriers et les fournisseurs des conserveries afin de fonder une Corporation générale de la profession, mais n'obtient aucun succès. Après l'adoption du texte fondateur du syndicalisme de la CGT en conclusion du congrès d'Amiens, il est décidé de poursuivre et d'intensifier « la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.⁴⁴ ». En novembre 1906, il revient pour aider les pêcheurs dans leur lutte contre l'utilisation des bolinches, filets jugés plus pêchants, par les conserveurs. La fédération socialiste du Finistère, créée depuis peu⁴⁵, propose de son côté la création d'une « Sardinerie coopérative » à Douarnenez⁴⁶, mais le projet n'aboutit pas. Pourtant, le manque de sardines et la détérioration de leurs conditions d'existence déjà précaires ne poussent pas les pêcheurs à l'entente, pas plus d'ailleurs qu'à l'adhésion à la CGT, syndicat trop jeune, trop parisien, trop généraliste.

Si les effectifs de la fédération syndicale sont relativement élevés au cœur de la crise, ils ne cessent de décroître après 1905. À cette date, on compte 105 membres syndiqués à Audierne, 945 à Concarneau, 1 071 à Douarnenez⁴⁷, mais très vite la désaffection gagne le mouvement : « Aujourd'hui les syndicats ouvriers sont en quelque sorte inexistants, sans cohésion, sans force⁴⁸. » L'adhésion de la Fédération des Inscrits maritimes à la CGT, le 19 juin 1906, ne pousse certainement pas les syndicats communaux à se ranger à ses côtés car ils ne considèrent pas du tout cette démarche comme naturelle. Rivelli, secrétaire de la FNSM entame alors un tour de Bretagne pour tenter de convaincre les pêcheurs sardiniers d'adhérer massivement à la CGT. Il est le 20 novembre 1906 à Douarnenez

42. Arch. dép. du Finistère, 4 S 355, Quimper, le 18 septembre 1904, le commissaire spécial au préfet.

43. MATTIRON, Jean (dir.), *Dictionnaire du Mouvement ouvrier*, tome XI, p. 37. Ce choix d'un peintre, totalement étranger à la Bretagne qui plus est, est le signe évident du peu de poids de la CGT sur le littoral breton.

44. Article 2, constitutif de la CGT, modifié par le IX^e Congrès de la Confédération, Amiens, du 8 au 16 octobre 1906.

45. Fédération créée les 3 et 4 mars 1900 sous la responsabilité de Brunellière et Lefebvre, entre autres.

46. Projet de la Sardinerie coopérative, dans *Bulletin Officiel de la Fédération socialiste de Bretagne*, n° 4, juillet 1903, p. 52-62.

47. *Annuaire du Finistère* de 1905.

48. Arch. dép. du Finistère, 1 M 183, Quimper, le 3 octobre 1906, le commissaire spécial.

considérée comme le bastion de tout le syndicalisme des pêcheurs. Il parvient à réunir 2 000 d'entre eux dans la salle de Venise et son discours est applaudi, mais moins que sa traduction en breton, faite par Droalin, le président de l'Union des marins pêcheurs. Si le discours révolutionnaire de la CGT commence à se diffuser, pour autant a-t-il convaincu les pêcheurs ? Rien n'est moins sûr car s'ils reconnaissent même pour certains l'idée de la grève générale intéressante⁴⁹, ils ne la suivent pas du tout lorsqu'elle est décidée le 8 avril 1907. De même la grève générale du 31 mai suivant n'est absolument pas suivie sur le littoral sardinier. *A contrario*, la grande grève des soudeurs, des filles de la conserves et des marins pêcheurs qui dégénère en émeute à Concarneau en juillet 1909 n'est absolument pas projetée, préparée, ni même encadrée par des militants de la CGT⁵⁰. Il s'agit seulement d'une « multitude de forcenés où les femmes étaient plus excitées que les hommes⁵¹... »

Par la suite, les membres de la CGT s'attachent à suivre les marins-pêcheurs de beaucoup plus près. Un nouveau syndicat des inscrits maritimes de Nantes, affilié à la CGT, est créé en janvier 1909⁵², mais encore une fois il ne comprend que fort peu de pêcheurs et il ne connaît pas d'extension dans les ports finistériens ou morbihannais. Cependant les responsables de ce syndicat continuent d'intervenir notamment en dénonçant l'utilisation des bolinches réclamées par les conserveurs, et, sur ce point, entraînent l'adhésion des pêcheurs sardiens. En janvier 1911, le Syndicat des fabricants de Conserves Alimentaires du Finistère et du Morbihan renaît pour assurer « la protection et la défense de tous les intérêts généraux de l'industrie des conserves alimentaires⁵³ ». Les patrons passent donc à la résistance active contre la CGT, et non contre les pêcheurs, comme d'ailleurs à pareille époque tous les patrons français⁵⁴. Ils reçoivent les encouragements du président du Conseil et ministre de l'Intérieur, Joseph Caillaux, avec satisfaction et l'acclament quand il déclare :

« Ce pays généreux, épris d'un idéal de justice et de réformes, mais qui aime à travailler dans l'ordre et à progresser dans la légalité, est las de certains troubles incessants fomentés par les minorités à bout d'arguments. Il faut que cela cesse⁵⁵. »

Au lendemain de ce discours, la Société des Industriels et Commerçants adresse à tous ses membres une lettre demandant d'appuyer le vœu tendant à la fermeture des Bourses du Travail et à la dissolution de la CGT⁵⁶.

49. *Le Travailleur de la mer* du 20 décembre 1906.

50. Arch. dép. du Finistère, 4 S 356.

51. TOSGER, G., *Le Finistère pittoresque*, Brest, Kaigre, 1910, p. 364.

52. Archives Nationales, F 7 13758.

53. OUIZILLE, Hubert, *Les Conditions économiques actuelles des industries sardinières française et portugaise*, Paris, Librairie générale de Droit, 1926, p. 64.

54. WILLARD, Claude, *La France ouvrière, Des origines à 1920*. Paris, les Éditions de l'Atelier, 1995, p. 365.

55. CAILLAUX, Joseph, Discours prononcé à Saint-Calais le 5 novembre 1911.

56. *La Vie ouvrière*, novembre 1911.

Dans cette perspective, le Syndicat National des Fabricants de Conserves est fondé à Paris en décembre 1912. Il existe dorénavant de nombreux échanges et de véritables contrats d'assistance entre les usiniers, lesquels surveillent encore plus sérieusement leur personnel et interdisent notamment l'embauche d'ouvriers reconnus comme des meneurs dans une autre région et dénoncés par des confrères. Dans ces conditions, les élections aux commissions de régulation voulues par le gouvernement se déroulent dans un climat chargé. La CGT appelle au boycott massif des élections prévues et les marins sont aussi attentifs aux mots d'ordre des opposants :

« Ils sont en train de se laisser prendre [...] par la CGT et les socialistes unifiés. La ville sainte de la religion cégétiste et unioniste est Douarnenez et son grand prophète qui procède des dieux Goude et Masson, est Stéphan, alias Fanch Lagat. Cette propagande finira par devenir dangereuse si on n'y prend garde⁵⁷. »

Les causes de l'échec du syndicalisme : le poids de l'individualisme ?

En 1914 la crise est générale ; la CGT décide de tout tenter pour sauvegarder les intérêts des pêcheurs menacés. Pour cela elle se lance dans une série de conférences pour rappeler aux marins pêcheurs l'intérêt du groupement et d'une organisation solide. Mark (ou Marc), Gautier⁵⁸ et Stéphan ne ménagent pas leurs efforts pour convaincre les marins, les soudeurs et les ouvrières et pour qu'ensemble, « fraternellement », ils viennent discuter de la situation afin de décider des mesures à prendre « dans l'intérêt général de la population ouvrière ». Mais si l'accueil des pêcheurs est sympathique, les adhésions à la Confédération se font attendre, d'autant plus « qu'un assez grand nombre d'auditeurs ne comprenaient que le breton ce qui bien entendu ne les empêchait pas d'applaudir⁵⁹ ». La CGT ne parvient pas à convaincre.

Alors pourquoi un tel échec après autant d'efforts pour convaincre les pêcheurs bretons ? Le fait que le siège de la FNSM soit à Marseille a certainement joué car un syndicat méditerranéen ne peut comprendre les problèmes atlantiques ; le fait que le syndicat agisse surtout pour la défense des marins de commerce n'a pas non plus incité les pêcheurs à le rejoindre. Et puis les inscrits pêcheurs qui sont en toute circonstance aidés par le Ministère ne comprennent pas que l'on puisse envisager de le mettre à bas⁶⁰. Enfin, il ne fait guère de doute que la faute en incombe au pêcheur lui-même :

57. Arch. dép. du Finistère, 4 S 360, Quimper, le 3 juin 1913, le commissaire spécial au préfet.

58. Secrétaire de la Bourse du travail de Saint-Nazaire et membre de la CGT.

59. Service Historique de la Défense Marine, Brest, 3 P 2-13, Quimper, le 17 février 1914, l'administrateur de l'Inscription maritime.

60. GESLIN, Claude, *Le Syndicalisme ouvrier en Bretagne jusqu'à la Première Guerre mondiale*, Saint-Hippolyte du Fort, Espace Écrits, 1990, p. 659.

« [...] il s'en prend aux machines, aux usines, aux patrons ; il s'en prend même à la société existante, croyant que la politique peut arranger tout cela ! Il hausse la voix : le drapeau rouge se déploie, l'*Internationale* se fait entendre, l'émeute éclate dans la rue [...] Puis comme il est celtique, versatile et sensible à l'éloquence, le beau discours de quelque orateur sympathique le retourne : d'enthousiasme, il décide de rentrer dans le calme, jusqu'à la prochaine explosion⁶¹. »

L'organisation syndicale dans les autres régions sardinières ne connaît pas non plus d'heureux développements. Les marins des Sables-d'Olonne déposent tardivement les statuts de leur syndicat en août 1912⁶² et leur action est immédiatement contrariée car les pêcheurs non syndiqués si bien que toute action générale est condamnée à l'avance.

***Syndicats finistériens des marins pêcheurs adhérent
à la fédération nationale en 1913⁶³***

	nombre de syndiqués	en %	total des inscrits pêcheurs
Camaret	28	7 %	396
Morgat	42	14 %	302
Poulgoazec	25	4 %	585
Douarnenez	530	12 %	4 600
Tréboul	420	48 %	868
Audierne	123	13 %	973
Saint-Guérolé	90	24 %	374
Kerity	216	38 %	544
Le Guilvinec	500	32 %	1 550
Lesconil	142	30 %	4
Île-Tudy	50	15 %	340
Concarneau	176	5 %	3 220

Le syndicalisme des marins pêcheurs, pour la troisième fois, a vécu sans jamais avoir pu se développer et disparaît de nouveau malgré l'incessante volonté et la « nécessité de reconstituer les organisations⁶⁴ ». Le pêcheur, dans une relation désormais avérée et comprise de subordination au capitalisme de la conserverie, s'établit dans un « système qui faisait du pêcheur un acteur dominé par la structure qui associait négoce et transformation⁶⁵ ».

61. SIEGFRIED, André, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Paris/Genève, Slatkine, 1980 (1913), p. 144.

62. Statuts du Syndicat des marins pêcheurs des Sables-d'Olonne déposés en mairie le 31 août 1912.

63. Arch. dép. du Finistère, 4 S 360.

64. GESLIN, Claude, *Le Syndicalisme ouvrier en Bretagne...*, op. cit., p. 659.

65. COULIOU, Jean-René, *La Pêche bretonne. Les ports de Bretagne Sud face à leur avenir*, Rennes, PUR, 1998, p. 412 et 414.

Sur la frange littorale industrielle de la France de l'Ouest, les ouvrières et les ouvriers des conserveries, les pêcheurs aussi, restent des populations relativement isolées face à un patronat organisé dès qu'il s'agit de défendre ses intérêts. Seuls les soudeurs parviennent à créer un syndicat suffisamment puissant pour faire entendre leurs voix, mais sans pour autant que leurs revendications aboutissent. Les rares mouvements de grèves dans ce secteur d'activité que l'on note en Bretagne ou en Vendée entre 1880 et 1900, qu'il s'agisse des pêcheurs ou des salariés, n'ont jamais qu'une portée très restreinte et s'apparentent plus à des réactions d'humeur qu'à de véritables mouvements préparés. Il s'agit de la concrétisation d'une animosité épidermique accumulée depuis des années mais sans qu'une entente d'envergure ne voit jamais le jour. On assiste bien à une renaissance syndicale des pêcheurs après 1902, première année d'une longue période de pêche difficile, mais les résultats des luttes restent dans l'ensemble identiques, c'est-à-dire sans grands effets pour les usiniers. Malgré tous les efforts des socialistes et des syndicalistes de la CGT, les tentatives d'organisations professionnelles revendicatives se soldent par autant d'échecs. Il est vrai qu'ils combattent des fabricants organisés qui jouent sur les antagonismes des différentes communautés et que le syndicalisme révolutionnaire n'a pratiquement aucun écho parmi les marins pêcheurs. Si les premiers éléments d'un syndicalisme ouvrier se mettent en place, les résultats sont décevants et éphémères. Le bilan de la FNSM et de la CGT corrélativement sont bien maigres et en fait il ne pouvait en être autrement dans la mesure où le syndicalisme est « quelque peu surimposé au milieu des pêcheurs⁶⁶ » et qui le vivent comme une intrusion.

66. GESLIN, Claude, « Le Syndicalisme breton et la pêche en Manche au début du XX^e siècle », dans PFISTER, Christian, VILLIERS, Patrick (dir.), « La Pêche en Manche et mer du Nord, 18^e-20^e siècle », *Cahier du littoral*, Boulogne-sur-Mer, 1995, p. 157.

RÉSUMÉ

En 1896, 20 000 pêcheurs sardiniers alimentent les 150 conserveries installées de Camaret aux Sables-d'Olonne. Très individualistes, ils n'ont jamais présenté un front commun pour tenter de faire valoir leurs revendications face aux exigences des conserveurs, de leur côté, très bien organisés en un syndicat patronal depuis 1875. Pour obtenir la fixation d'un prix minimum d'achat, le motif récurrent de toutes leurs actions désordonnées, ils créent à cette date des syndicats éphémères.

La CGT, très peu implantée dans ce monde industriel littoral tente alors une opération d'envergure pour, à son tour, fédérer les marins pêcheurs. Le résultat s'avère catastrophique, et ce pour plusieurs raisons. Toujours est-il, qu'à la veille de la Grande Guerre, après dix ans d'effort, seuls les marins de commerce ont entendu le message révolutionnaire de la CGT alors que ceux de la pêche n'ont toujours simplement pas admis le regroupement derrière quelques idées fondamentales.

ABSTRACT

In 1896, 20.000 sardine fishermen supply the 150 canning factories to be found between Camaret and the Sables-d'Olonne. Being very individualistic they have never presented a common front to hold up their claims facing the demands of the cannery owners. The latter are very well organized – and have been since 1875 – in an employers' union. To obtain an agreement about a minimum buying price – the recurrent claim put forward in the course of all their unorganized actions – they created that year some short-lived unions.

The CGT (General Workers' Union), which was not strongly established in this littoral industrial world, then attempted a widespread operation in order, in its turn, to federate the deep-sea fishermen. The result proved disastrous, for a number of reasons. Anyway, on the eve of the First World War, after ten years' efforts, only the merchant seamen had heard the revolutionary message of the CGT; whereas the fishermen had simply not accepted to be grouped behind some fundamental ideas.